



HAL
open science

Femmes et culture politique : nouvelles valeurs, nouveaux modèles ?

Mariette Sineau

► **To cite this version:**

Mariette Sineau. Femmes et culture politique : nouvelles valeurs, nouveaux modèles ?. Vingtième siècle. Revue d'histoire, Presses de Sciences Po, 1994, pp.72 - 78. hal-03458179

HAL Id: hal-03458179

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03458179>

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

FEMMES ET CULTURE POLITIQUE

NOUVELLES VALEURS, NOUVEAUX MODÈLES ?

Mariette Sineau

*«C'est la culture qui a exclu les femmes de la politique.
C'est la culture qui doit les y ramener.»*
Melina Mercouri
ministre grecque de la Culture et des sciences, 1986.

Lutte féministe ou culture féminine? Révolutionner le politique ou prendre sa juste part du monde politique? Après les combats menés par le «deuxième sexe», Mariette Sineau examine ici les contours d'une culture politique féminine dont la différence des sexes éclaire le sens et les espoirs.

Si l'on admet avec Sidney Verba que «la culture politique d'une société est composée du système de croyances empiriques, des symboles expressifs et des valeurs qui *définissent la situation* dans laquelle prend place l'action politique»¹, on est amené à souligner d'emblée que la symbolique et la culture politique françaises sont fortement imprégnées de valeurs viriles.

Traiter des femmes et de la culture politique en France, c'est préalablement évo-

quer le fait que les femmes ont vécu, pendant des siècles, une situation d'exclusion: ayant été délibérément mises à l'écart de la sphère du politique, placées en dehors des valeurs, des règles et des institutions qui la fondent, bref désignées a priori comme des non-acteurs politiques, ou des acteurs illégitimes. Rappelons en effet que les femmes ont été, lors de deux temps forts de l'histoire de France, exclues du processus de dévolution politique. C'est le cas au 14^e siècle au moment où se constitue la Monarchie absolue, lorsqu'on exhume la fameuse loi salique pour signifier que la succession à la couronne de France se fera de mâle en mâle, et ne sera point recueillie par les femmes. C'est le cas aussi et surtout en 1789, lors de l'établissement de la légitimité démocratique qui va faire de l'incapacité politique des femmes un principe absolu, ce qui n'était pas le cas sous l'Ancien Régime. Au fondement de la culture démocratique et de l'idée républicaine en France se

1. Sidney Verba, *Comparative political culture*, dans L. W. Pye et S. Verba, *Political culture and political development*, Princeton, Princeton University Press, 1965, p. 513.

trouve donc le principe d'une souveraineté populaire réservée aux seuls individus mâles. «L'immortelle déclaration des droits a pu contenir une mortelle exclusion», pour reprendre les termes du député Guyomard en 1793. Ce principe va incontestablement laisser des traces durables dans la «bonne conscience» de générations successives de républicains : des radicaux-socialistes de la Troisième République, qui jusqu'à la chute de cette République vont dénier aux femmes tous droits à la citoyenneté politique, aux hommes de partis de la Cinquième, toutes tendances confondues. La démocratie politique s'est bel et bien construite en France sans les femmes sinon contre elles¹, à partir du principe suivant : cantonnement des femmes dans les tâches de reproduction de la sphère privée, monopole masculin du pouvoir politique. Partant de ces prémisses, toute incursion des femmes sur cette scène est supposée, en abolissant la barrière entre privé et public, menacer les fondements de l'ordre social.

Ayant été mises hors la loi du monde et des valeurs politiques, les femmes vont tenter par la lutte d'infléchir les lois pour que celles-ci les affranchissent et en fassent des citoyens «comme les autres», dotés des mêmes droits et partageant la même culture politique. Elles vont aussi, parfois, tenter de forger leurs propres valeurs. Ayant été longtemps, comme les noirs ou les juifs, des personnes à qui l'on refusait, «par principe, l'accession aux valeurs»², et que l'on rejetait du côté de la nature brute, les femmes ont senti la nécessité pour elles de construire, face à

la culture mâle, sinon en opposition à elle, une contre-culture féminine. La démarche rappelle celle suivie par les prolétaires qui ont essayé de puiser une identité dans une contre-culture ouvrière qui s'opposerait à la culture bourgeoise.

Historiquement, de nombreux mouvements de femmes ont été porteurs d'une utopie dans laquelle les femmes se faisaient les annonciatrices de nouvelles valeurs et de nouveaux modèles. Il est patent, par exemple, que le mouvement suffragiste du début du siècle est emprunt d'une telle idéologie. En France comme en Angleterre, les suffragettes croient énormément au pouvoir transformateur que représente l'identité, l'altérité féminine (la femme, c'est «l'autre») face au monde des hommes³. En France, les féministes engagées dans le combat suffragiste, à commencer par Louise Weiss, ont cru que cette conquête changerait la politique. «Je voyais ce droit sous un double aspect, note cette dernière dans ses *Mémoires*. En modifiant les coutumes, il donnerait aux femmes toutes leurs chances dans les activités civiles, et, en modifiant la politique, toutes ses chances de survie à une humanité trop encline aux conflits. La seconde partie de mon raisonnement reposait sur un axiome, à savoir que le sexe faible avait horreur des flâques rouges»⁴.

L'idée selon laquelle «il existe, refoulée par l'ordre mâle dominant, invisible, une société féminine qui a ses valeurs propres»⁵ n'a pas seulement été développée par les mouvements de femmes ; elle a aussi été promue par divers idéologues hommes. On sait qu'au 19^e siècle le socia-

1. Les radicaux de la Troisième République ont perçu les futures citoyennes comme menace pour la République, mais aussi comme menace vis-à-vis de leur propre pouvoir. Citons le sénateur Cuminal au congrès radical de 1927 : «Si par malheur vous veniez à instituer le suffrage universel en faveur des femmes, même seulement en ce qui concerne la formation des conseils municipaux, vous pourriez dire adieu aux majorités républicaines de la plupart de vos départements», cité par Jean Touchard, *La gauche en France depuis 1900*, Paris, Le Seuil, 1977, p. 113.

2. Jean-Paul Sartre, *Réflexions sur la question juive*, Paris, Gallimard, 1954, p. 99 (coll. «Idées»).

3. Cf., pour l'Angleterre, Martha Vicinus, «Tactiques des suffragettes anglaises : espaces des hommes et corps des femmes», dans *Stratégies des femmes*, ouvrage collectif, Paris, Tierce, 1984, p. 421.

4. Louise Weiss, *Mémoires d'une Européenne*, tome 3, *Combats pour les femmes : 1934-1939*, Paris, Albin Michel, 1980, p. 18-19.

5. Danièle Léger, *Le féminisme en France*, Paris, Le Sycomore, 1982, p. 46.

lisme utopique comme le saint-simonisme ont adhéré au mythe de la femme rédemptrice. « Tandis que l'Église développe le culte d'une autre femme, hiératique et voilée – la Vierge Marie –, les saint-simoniens, note Michelle Perrot, vont chercher en Orient la Femme-Messie, la Mère. L'un d'eux, Duveyrier, esquisse le plan d'une capitale rénovée qui aurait pour centre "une femme géante éclairant le Monde", anticipation de l'œuvre de Bartholdi.¹ » Au 20^e siècle, les thèses d'Herbert Marcuse inspirent le socialisme féministe, qui prétend remplacer « la productivité répressive par la réceptivité créatrice ». Contre le militarisme, la brutalité sociale et sexuelle, la destruction de la nature, il affirme les valeurs esthétiques et le principe de plaisir. La libération des femmes ne ferait qu'annoncer celle des hommes, en préparant la venue d'une humanité androgyne.

Pour la réflexion féministe, qui se développe à partir des années 1970, la question de la différence des sexes est abordée en termes politiques; elle est de celle qu'on qualifie de « paradigmatique », pour reprendre les termes de la philosophe Françoise Collin: « Elle part en effet du constat selon lequel la structure des rapports entre hommes et femmes est une structure de pouvoir, assurant la domination des premiers sur les secondes »². Le néo-féminisme, enfant de Mai 68, a voulu, en affirmant le droit à la différence, inventer de nouveaux modèles³, et « faire la révolution dans la révolution ». Huguette Bouchardeau rappelle avec raison que le mouvement est fondé sur « la

contestation de la division des rôles, qui fonde tous les pouvoirs » et que l'intrusion des femmes en politique ne saurait être que révolutionnaire⁴. Tenter de faire resurgir le lien fondamental existant entre production et reproduction – lien passé sous silence par le pouvoir patriarcal –, tel a été l'apport original des féministes de la décennie 1970. « C'est cette articulation qu'une politique de femmes, ou une politique partagée par les femmes, réactiverait, note Françoise Collin. Car ce qui résiste toujours ultimement à l'assimilation pure et simple des femmes à la société dominante, c'est qu'elles sont bon gré mal gré les dépositaires non seulement de la reproduction et de ses tâches mais aussi de tout l'espace de sens qui va avec.⁵ » Les féministes refusent ainsi que les besoins des femmes sur les lieux de travail, en politique ou à la maison, puissent être satisfaits par des institutions prenant l'expérience masculine pour norme unique. La démocratie est-elle démocratique⁶? C'est cette question politique fondamentale qu'a soulevée la galaxie MLF. Le mouvement des femmes s'est vigoureusement opposé en particulier aux formes classiques de la délégation du pouvoir politique, dont les femmes avaient fait les frais, à travers deux siècles de pratiques démocratiques. En critiquant l'égalité formelle, en dénonçant le réformisme, le féminisme a eu pour projet d'aller au-delà de l'égalité des droits pour subvertir les valeurs de domination, de hiérarchie, etc., qui régissent le monde. « Sans-doute avons-nous charrié, nous aussi, reconnaît Françoise Picq, un mythe de la femme échappant par nature aux tares

1. Michelle Perrot, « De Marianne à Lulu, les images de la femme », *Le Débat*, 3, juillet-août 1980, p. 145.

2. Françoise Collin, « Différence et différend. La question des femmes en philosophie », dans Georges Duby, Michelle Perrot, *Histoire des femmes en Occident*, vol. 5, Paris, Plon, 1992, p. 268.

3. « Quand les femmes demandent le droit à la différence, affirme par exemple Luce Irigaray, elles demandent de ne pas être assujetties à des modèles masculins ou plus exactement patriarcaux, qui les paralysent et les nient dans leur condition sexuelle, sociale, culturelle », *Libération*, 21 mai 1979.

4. « Notre bataille entraîne une exigence fondamentale: l'abolition de la division des rôles, établie depuis si longtemps et qui modèle toute notre société. Notre intrusion en politique est révolutionnaire », *Un coin dans leur monde*, Paris, Syros, 1979.

5. Françoise Collin, « La démocratie est-elle démocratique? », dans *La société des femmes*, Bruxelles, Complexe, 1992, p. 48 (coll. « Les Cahiers du Grif », 14).

6. Pour reprendre le titre de l'article de Françoise Collin, cité précédemment.

du patriarcat, préservé des vices masculins qui fonde l'oppression: goût du pouvoir et de la domination, violence, égoïsme. N'avons-nous pas, comme Rousseau, cru bâtir une démocratie idéale?¹ En posant d'emblée le droit à la différence, le «courant femmes» du PS, lancé au printemps 1978, peut s'analyser comme une tentative faite pour promouvoir, au sein même d'un parti «traditionnel», une culture alternative de femmes. Ainsi peut-on lire dans le texte du projet d'organisation: « Nous avons des choses à dire sur l'éducation, la santé, l'urbanisme, le nucléaire, la croissance, la politique industrielle, l'économie, la défense, les relations internationales ... car nous avons un autre rapport à la vie, à la terre, au temps ... ce sera aussi *notre première contribution à l'émergence d'une nouvelle culture que le PS doit rechercher* s'il veut donner une doctrine à sa perspective autogestionnaire »². On sait que cette tentative séparatiste devait tourner court, les 5 % de mandats nécessaires pour constituer un courant n'ayant pas été réunis au congrès de Metz (mars 1979).

Au sein du mouvement des femmes, certaines militantes, dont Simone de Beauvoir, ont refusé avec la dernière énergie ce qu'elles appelaient le piège, ou le ghetto, de la différence, pour peu notamment que celle-ci renvoie à une analyse essentialiste, comme celle qu'a pu développer le mouvement Psych et Po³. Pour sa part, l'auteur du *Deuxième sexe* ne croit pas à l'existence d'une «culture féminine»,

avec son langage, son écriture, etc. En revanche, elle estime, avec d'autres, nécessaire de redéfinir la citoyenneté et de réinterroger la culture dite «universelle», qui, en réalité, reste une culture, sinon masculine, du moins marquée du sceau de la domination masculine, «phallogocentrique», dirait Jacques Derrida. L'autre regard, qui est porté sur le monde par la «minorité existentielle» que sont les femmes, vient précisément de ce qu'elles sont «opprimées» par une civilisation qualifiée de «patriarcale». La conclusion qu'en tire Simone de Beauvoir est claire: «Nous pensons qu'il faut travailler au sein de la culture universelle, mais d'une manière qui nous soit bien personnelle, en essayant non seulement de voler l'instrument, de faire de cette culture, la nôtre, mais aussi de la changer, d'y introduire nos propres valeurs»⁴. C'est pourquoi, dans le cadre de la Ligue du droit des femmes où elle a un moment milité, elle va s'efforcer de démontrer les lacunes des droits de l'homme, dénonçant leur pseudo-universalité pour faire apparaître la spécificité des droits des femmes.

Les femmes politiques en France croient-elles que les femmes seraient l'avenir de la politique, qu'elles pourraient «civiliser la civilisation»? C'est à une telle question qu'a essayé de répondre l'enquête⁵ que j'ai menée, il y a quelques années, auprès d'une quarantaine de femmes politiques: députées, sénatrices, maires de grandes villes et responsables nationales de partis. Les réponses données sont dans l'ensemble pondérées. Peu se laissent aller à croire à une véritable rédemption par les femmes, qui renverrait, à leurs yeux, à un «essentialisme» dont elles ont fait les frais depuis des mil-

1. Françoise Picq, «Droit de la femme ou droit des femmes. Le ministère, ses lois et le sexisme», *La Revue d'en face*, 14, automne 1983, p. 6.

2. Françoise Gaspard, Cécile Goldet, Édith Lhuillier, «Dans la logique de ce qui fait l'identité du PS: le courant "femmes"», 1978, multigr. (souligné par nous). «C'est en femmes que nous voulons parler de politique, écrivent-elles encore, et de toute la politique. Et socialistes, nous pensons que le parti aurait bien tort de ne pas s'enrichir de notre pensée de femmes car nous avons des choses à dire autres et autrement».

3. Psych et Po défend la spécificité radicale des femmes: c'est parce que la «vraie nature» des femmes a été niée qu'on a pu minorer le rôle des femmes dans la société. Cf. Jane Jensen, «Le féminisme en France depuis mai 68», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 24, octobre-décembre 1989, p. 57.

4. «Le futur du féminisme», entretien, *Le Monde*, 6-7 mars 1983. Simone de Beauvoir avait d'ailleurs accepté d'être le rapporteur des travaux de la Commission sur les femmes et la culture, créée par Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme, de 1981 à 1986.

5. Mariette Sineau, *Des femmes en politique*, Paris, Economica, 1988.

lénaires. Peu souscriraient, par exemple, aux propos d'une Solange Fernex (députée Vert au Parlement européen) qui déclarait récemment : «Après des millénaires de patriarcat, et au-delà d'une exigence élémentaire de justice, de démocratie, la parité (hommes/femmes en politique) ... est un moyen de sauver le monde»¹. Beaucoup en revanche, à droite comme à gauche, tombent d'accord pour penser que, si demain les femmes investissaient en masse l'hémicycle, la politique changerait dans la forme comme dans le fond et changerait d'abord le langage, élément le plus souvent évoqué. Les femmes parleraient autrement, elles auraient un langage bien à elles, qui refléteraient, notamment, leur expérience du quotidien (puisque, c'est un fait, qu'elles le déplorent ou qu'elles s'en réjouissent, les femmes sont encore majoritairement les tenantes de la vie quotidienne). Véhiculé par les femmes, le langage politique serait plus simple, plus direct, plus proche de la vie, et donc, peut-on espérer, mieux entendu par les électeurs. Les discours-fleuves et les parler-pour-ne-rien-dire-en-s'écoutant-parler céderaient la place à une parole vivante et nette. Autre changement : une autre façon de faire. Au-delà du langage, la manière d'aborder et de traiter les problèmes politiques serait différente parce que les femmes transposeraient dans l'action politique l'efficacité et le pragmatisme dont elles font preuve dans la parole. À les entendre, elles œuvreraient plus souvent que les hommes dans un esprit constructif, pour que les choses aboutissent, avec une volonté de dépasser les querelles idéologiques, parfois considérées comme vaines et artificielles. C'est pourquoi, ayant su régler le difficile problème de l'avortement sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, Simone Veil est souvent citée pour l'effi-

cacité de son action au ministère de la Santé. Non seulement, les femmes apporteraient l'efficacité en politique, mais encore elles n'oublieraient jamais l'humain. Gérant les affaires publiques sans perdre de vue les préoccupations des gens, leurs aspirations et leurs besoins véritables, elles aideraient à retrouver la politique dans son sens étymologique : une plus grande écoute et attention aux autres, une présence plus assidue «sur le terrain» permettant de lier étroitement l'action et le verbe sont d'ores et déjà prêtées aux femmes aujourd'hui présentes sur la scène politique. «Je pense, dit l'une d'elles, que des préoccupations de la vie quotidienne, qui ne sont pas l'apanage des femmes, mais s'il y avait plus de femmes en politique seraient mieux prises en compte... Des préoccupations moins politiciennes et plus politiques, au sens grec»². Réinsérer le quotidien des gens dans la politique, c'est par là même raccourcir la distance qui sépare la politique des citoyens, rétablir le contact, redonner crédibilité à un personnel politique de plus en plus discrédité aux yeux de l'opinion. «Chaque fois qu'une femme entre en politique, note une interviewée, c'est un peu moins de l'univers professionnalisé, coupé du monde qui s'installe... Presque toutes les femmes que j'ai autour de moi, toujours, ça ouvre la politique à davantage de gens. Et c'est ça qui me paraît être l'apport spécifique»³. En fait, bien des femmes politiques, en cela influencées par les mouvements de femmes des années 1970, refusent la façon masculine de faire de la politique, en ce qu'elle repose sur une séparation tranchée entre vie privée et vie publique, symbole pour nombre d'entre elles de l'injuste et séculaire répartition des rôles sociaux entre les sexes.

Enfin, l'intrusion des femmes changerait le tracé même de l'espace politique, tant

1. Intervention au colloque «Femmes et pouvoir», Madrid, 29 octobre 1993.

2. Mariette Sineau, *op. cit.*, p. 188.

3. *Ibid.*, p. 191.

il paraît avéré, comme a pu le souligner Georges Lavau, que «c'est la parole définitoire des politiques (partis, hommes politiques, cadres et militants, journalistes "politiques") qui trace les frontières de l'espace "politique" et des activités "politiques". Ce dont leur parole ne parle pas n'est pas politique, tout ce dont s'empare leur parole est viré au politique (le jour où ils parleront d'amour, l'amour sera dimensionné politique)»¹. De quoi parleraient les femmes politiquement? Des femmes, bien entendu, puisqu'il paraît admis par toutes que la seule véritable garantie d'une prise en compte politique des intérêts féminins est la présence de femmes en situation de responsabilité. Mais, plus encore, l'agenda politique se verrait enrichi, s'il était tenu par des femmes, de toute une série de problèmes définis comme strictement privés, ou considérés par les acteurs comme secondaires ou négligeables. «Je pense, dit Huguette Bouchardeau, que, dans nos partis de gauche, on a une conception souvent de ce qui est important dans les luttes politiques, qui vient d'une dominante accordée à la vie du travail et exclusivement à la vie du travail entendue comme activité professionnelle. Pourquoi? Mais parce que, pour les hommes qui sont à la tête des partis, l'important, c'est la vie du travail, et que cela a dessiné quelque chose d'important dans la théorie même des partis de gauche.»² Certaines des parlementaires que j'ai interrogées sont convaincues que les femmes pourraient faire une place politique aux sentiments, au subjectif, au bien vivre, à tout ce qui, étant qualifié de personnel, se trouve invalidé sur la scène politique. «Ils ont beaucoup de mal aujourd'hui encore au sein de mon parti, remarque cette députée socialiste, avec la génération que cela représente, à aborder, à savoir aborder des questions de vie per-

sonnelle, de vie quotidienne... Alors que je trouve que c'est tellement, profondément, politique.»³ Cette redéfinition des frontières entre public et privé conduirait, finalement, à une autre conception du «métier» politique. Étant plus polyvalentes dans leurs activités, les femmes incarneraient l'antipoliticien professionnel, «carriériste» et coupé de la vie.

Ainsi, dans l'esprit des femmes politiques que j'ai interrogées, la critique des pratiques masculines débouche bien sur un projet alternatif dont les femmes seraient les messagères. À la fin de la décennie 1980, pourtant, l'idée qu'un renouvellement de la politique viendrait par les femmes ne faisait guère recette, ni au sein des intellectuels, ni moins encore au sein du «microcosme» politique. Dans les années 1990 s'est pourtant dessinée une lente évolution. Plus que jamais en effet les femmes se trouvent être porteuses des aspirations diffuses au changement, sans doute parce qu'en cette fin de siècle nous vivons une situation de crise généralisée: crise économique, mais aussi crise de la représentation politique qui laisse percer une inaptitude des politiques à penser un avenir radicalement autre, dépouillé en particulier de «l'utopie du travail». Un sociologue aussi «en vue» que Pierre Bourdieu s'avoue pour sa part convaincu de la nécessité de repenser le rôle de l'homme politique: «Je pense, a-t-il récemment déclaré, que la féminisation du personnel politique aurait des effets considérables sur la vie politique, en faisant entrer des préoccupations que la définition traditionnelle de la politique tend à exclure»⁴. Le changement d'attitude est moins flagrant de la part des hommes de parti. Seul jusqu'à présent Michel Rocard a créé la surprise, y compris dans les rangs de son propre parti, en décrétant que la liste socialiste

1. Georges Lavau, «L'espace politique français. Déconstruire, reconstruire», *Esprit*, décembre 1979, p. 54.

2. Mariette Sineau, *op. cit.*, p. 193.

3. *Ibid.* p. 194.

4. Interviewé dans *Libération* du 11 février 1993 au sujet de son dernier ouvrage, *La misère du monde*.

aux élections européennes de juin 1994 serait composée à 50 % d'hommes et de femmes. Pour être inspirée par des spéculations électorales – tenter de récupérer les voix des femmes qui, plus que les hommes, se sont détournées du PS aux législatives de mars 1993¹ –, la décision prise par le leader socialiste donne, qu'on le veuille ou non, un certain écho à la revendication de parité² pour laquelle militent depuis quelque temps nombre de militantes des partis et des associations. Que les calculs de Michel Rocard s'avèrent électoralement « payants », et l'on verrait probablement, par un effet de contagion, les leaders des autres partis l'imiter.

Si la démocratie paritaire venait, dans un avenir proche, à s'instaurer au Parlement européen, on pourrait enfin mesurer, dans une Assemblée neuve, les effets novateurs d'une entrée en masse des femmes dans l'arène politique. Alors, on saurait si la présence « à parité » de ces nouvelles venues entraînerait une redéfinition

du contenu de la politique, si les femmes siégeant à égalité numérique avec les hommes inscraient dans les lois et les institutions d'autres valeurs, celles qu'elles portent en elles, étant entendu que les valeurs dont il s'agit « ne sont pas des valeurs de femmes mais des valeurs universelles qui concernent chacun »³. La manière de traiter la question de la réduction du temps de travail pourrait, à cet égard, faire figure de test. Pensé aussi par les femmes, le problème ne pourrait-il pas être pensé autrement? Non plus devenir prétexte à un renvoi à leur foyer d'une partie des femmes actives, mais comme un moyen de redéfinir (pour tout le monde) le partage du temps entre le travail et le non-travail.



3. Françoise Collin, « La démocratie est-elle démocratique? », cité, p. 49.

1. Cf. Janine Mossuz-Lavau, Mariette Sineau, « Le revirement des femmes », *Le Monde*, 18 août 1993.

2. Un certain nombre de militantes réclament l'adoption d'une loi qui accorderait autant de sièges aux femmes qu'aux hommes dans toutes les assemblées politiques. Cf. l'ouvrage de Françoise Gaspard, Claude Servan-Schreiber et Anne Le Gall, *Au pouvoir citoyennes. Liberté, Égalité, Parité*, Paris, Le Seuil, 1992.

Chargée de recherche au CNRS (CEVIPOF), Mariette Sineau est l'auteur de Des femmes en politique (Paris, Economica, 1988). Elle prépare en collaboration avec Jane Jenson un ouvrage consacré à François Mitterrand et les Françaises, un rendez-vous manqué à paraître fin 1994 aux Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.